

# Le conseil de territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 42  
Excusés : 22  
Absents : 16

**REUNION DU 16 MAI 2022**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX**, le **LUNDI SEIZE MAI** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **DIX MAI DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT  
PRESENTS**

M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAHIM Marwa, M. CANNAROTTO Frank, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme YERRO Georges-Marie.

**EXCUSES**

Mme BENAMMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme MENDES Odette, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, Mme DUBOE Nicole, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, M. MIGNOT Didier, Mme PINHEIRO Amélie, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, Mme VERTE Monique, Mme YOUSSEF Mélissa M. ZANGRILLI François,

**AYANT  
DONNE  
POUVOIR A**

M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, Mme YERRO Georges-Marie, Mme MAROUN Séverine, M. ATTIORI Olivier, Mme MEKKI Chérifa, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme DE CARVALHO Virginie, M. MILLARD Jean-Luc, M. MANGIN Anthony, M. DACHIVILLE Romain, M. BELOUCHAT Rachid, M. MORIN Sébastien, M. CANNAROTTO Frank, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme FAOUZI Hanane, Mme VALLETON Martine, M. SIBY Oussouf, M. LASTAPIS Michel,

**ABSENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. EL KOURADI Fouad, M. HAN Bo, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme SAGO Aïssa.

**SECRETAIRE  
DE SEANCE**

M. Frank CANNAROTTO

**DELIBERATION N°52 - AMENAGEMENT - ACCORD DE PRINCIPE POUR PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SPL  
SEQUANO GRAND PARIS**

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Martine VALLETON,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L5219-5 et L1531-1 ;

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 327-1 et suivants ;

**Vu** le code de commerce, et notamment le chapitre V du titre II de son livre II ;

**Vu** les lois n° 2010-559 du 28 mai 2010 et n° 2019-463 du 17 mai 2019 ;

**Considérant** que l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences soumises à la définition d'un intérêt métropolitain mais non reconnues comme telles ;

**Considérant** que la SPL créée aura pour objectif, sur le territoire des collectivités territoriales et groupement de collectivités territoriales actionnaires, d'assurer notamment les missions suivantes :

- Réalisation d'études,
- Réalisation d'opérations d'aménagement,
- Construction d'équipements publics.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20220516-52-16-05-2022-DE  
Date de télétransmission : 01/06/2022  
Date de réception préfecture : 01/06/2022

**Considérant** que les SPL exercent leurs activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres et que la réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires ;

**Considérant** que l'EPT peut intégrer la SPL en ce que cette dernière exercera des missions qui ressortent de la compétence territoriale et notamment celle en matière d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme ;

**Considérant** que la SPL sera statutairement compétente sur l'ensemble du périmètre de l'EPT Paris Terres d'Envol. Sur ce périmètre, elle pourra engager toute opération pour laquelle elle est autorisée par son conseil d'administration ;

**Considérant** les besoins actuels et futurs de l'EPT Paris Terres d'Envol pour la réalisation d'études et d'opérations d'aménagement, et ainsi mener et piloter ses projets dans la temporalité souhaitée ;

**Considérant** la sollicitation de l'EPT Paris Terres d'Envol par le département de Seine-Saint-Denis, par courrier en date du 25 février 2022, en vue de la création de la SPL Séquano Grand Paris ;

**Après en avoir délibéré :**

- **Approuve** l'accord de principe pour la prise de participation de l'EPT Paris Terres d'Envol dans la SPL Séquano Grand Paris à hauteur de 20 000 € ;
- **Autorise** le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol à engager l'EPT dans la participation au capital de la future SPL Séquano Grand Paris et à signer tout document y afférent ;
- **Dit** que les crédits seront inscrits au budget de l'exercice en cours et les suivants ;
- **Dit** qu'ampliation de la présente délibération sera transmise au Préfet de Seine-Saint-Denis ;
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil – dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécoeurs citoyens accessible par le site internet [www.telerecoeurs.fr](http://www.telerecoeurs.fr).

**Adopté à l'unanimité**

(61 voix pour, 3 NPPV : Mme MAROUN,  
M. BLANCHET, M. MANGIN)



Le Président  
**Grégoire BESCHIZZA**